

M. BRANDOW (*professeur*): Nous n'avons fait aucune enquête, mais c'est très clair dans le budget.

M. WHELAN: Avez-vous une idée du chiffre par tête aux États-Unis?

M. BRANDOW (*professeur*): Dans le budget qui vient d'être publié, je remarque que les sommes versées directement par la «Commodity Credit Corporation» sont de l'ordre de 1.7 milliard de dollars. Comme nous avons en chiffres ronds, 200 millions d'âmes aux États-Unis, il suffit de faire la division. Il reste assez difficile de répondre à la question, parce qu'il y a des formules de soutien des prix qui peuvent transférer des fonds du grand public aux cultivateurs sans passer par le budget.

M. WHELAN: Dernièrement en Floride, en raison de...

M. SALTSMAN: C'est \$10 par habitant.

M. WHELAN: Le Canada dépense moins que tout autre pays du monde libre en subventions à l'agriculture et à l'alimentation.

Le coprésident sénateur CROLL: Combien par habitant?

M. WHELAN: Cela équivaut à environ \$10 par habitant.

Le coprésident M. BASFORD: Nous avons un témoin et je pense que nous devons interroger un seul témoin à la fois.

M. WHELAN: Voici ce que je veux demander. Cette année, en Floride, en raison de la récolte considérable des agrumes, le gouvernement des États-Unis a pris des mesures pour garantir qu'un tas de produits ne soient pas gaspillés. J'ai oublié le nombre de millions qu'ils ont dépensés pour s'assurer que le produit soit transformé en jus sous la forme congelé ou sous la forme de boîte de conserve, mais ils l'ont économisé et mis en entreposage. Est-ce que vous approuvez ce genre de ligne de conduite?

Le professeur BRANDOW: Je ne suis pas entièrement au courant de ce qu'ils ont fait récemment.

M. WHELAN: Ils l'ont fait dans d'autres cas aussi.

Le professeur BRANDOW: Ils ont un programme général. Lorsqu'une récolte particulière est réellement excédentaire et qu'il y a une possibilité de faire passer un produit supplémentaire dans le plan du repas dans les écoles, ou de le distribuer directement aux pauvres, ils achètent de grandes quantités—en partie en tant qu'un système d'appui au marché—et les canalisent à travers ces débouchés particuliers. Ils ont fait plus que cela en ce qui concerne les agrumes mais c'est en général la sorte de chose qu'ils ont faite. Je crois qu'en ce qui a trait au marché des fruits et des légumes, c'est un bon système s'il y a un excédent qui résulte, par exemple, d'une récolte exceptionnellement considérable due à des conditions atmosphériques et à ces sortes de choses—et cette année semble avoir été une année de bonne récolte pour les agrumes. Toutefois, ils semblent entrer dans une période où ils auront des récoltes considérables en Floride.

M. WHELAN: Je crois qu'ils ont dit qu'elle était de 40 p. 100 au-dessus de la récolte normale. Est-ce que votre Commission a étudié la question des tarifs sur les produits alimentaires importés qui entrent aux États-Unis, et a-t-elle fait des recommandations?

Le professeur BRANDOW: Elle a étudié cela en partie. En général la commission n'a pas fait de recommandation visant à modifier les lignes de conduite actuelles. Elle a fait plutôt une étude approfondie de la situation des aliments et des légumes parce que les producteurs aux États-Unis, spécialement en Californie, font face maintenant à une forte concurrence de la part du Mexique. Les importations de bœuf sont toujours un os dans la gorge des gens là-bas. Toutefois, la commission a en fait choisi de ne pas se mêler de cette question épineuse où l'on est obligé de s'occuper tant des importations que des exportations. Elle a fait une déclaration générale à l'effet que l'importation de produits alimentaires